



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

# EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

**Note d'information  
financière des Ministres  
Africains Chargés de l'Eau,  
de l'Assainissement et  
de l'Hygiène (connu sous  
l'acronyme anglais WASH)**



## REMERCIEMENTS

L'élaboration de cette note d'information a été coordonnée par l'équipe du Secrétariat de l'AMCOW – Dr Azzika Tanko Yussif, Dr Paul Orengho et Thomas Ephraim Banda. Nous reconnaissons la contribution de toutes les parties prenantes dont la contribution précieuse a rendu possible la production de cette note de plaidoyer pour le financement du secteur WASH.

Nous tenons à exprimer notre gratitude aux personnes suivantes pour avoir contribué au développement de cette note en fournissant leur savoir-faire technique et en révisant cette note : le Dr Robert Martin, le Comité consultatif technique de l'AMCOW, Abdul-Nashiru Mohammed, Kariuki Mugo, Catarina Fonseca, Elynn Walter et David Trouba. Nous remercions également les intervenants qui ont participé au processus de consultation et de validation. Nous exprimons sincèrement notre gratitude à l'USAID par le biais du programme Eau pour l'Afrique à travers le Leadership et le Soutien Institutionnel (WALIS) pour le soutien technique et financier apporté à l'élaboration de cette note.

## À PROPOS DES AUTEURS

Le Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau (AMCOW) est une organisation intergouvernementale panafricaine, créée en 2002 à Abuja, au Nigéria, pour promouvoir la coopération, la sécurité, le développement social et économique et l'éradication de la pauvreté parmi ses États membres, en assurant l'utilisation efficace et la gestion durable des ressources en eau de continent, ainsi que la fourniture de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. L'AMCOW sert de mécanisme de mise en œuvre sur l'eau et l'assainissement pour le Comité technique spécialisé sur l'agriculture, le développement rural, l'économie bleue et l'environnement durable de l'Union africaine. L'AMCOW facilite la mobilisation politique des parties prenantes et des ministres africains en charge de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pour que les 55 États membres africains planifient, défendent et influencent la priorisation politique de la fourniture de services WASH sur l'ensemble du continent africain.

Cette note de plaidoyer a été financée par l'USAID par le biais du programme Eau pour l'Afrique à travers le Leadership et le Soutien Institutionnel (WALIS). WALIS est soutenu par le Bureau du développement durable de l'USAID pour l'Afrique qui cherche à apporter des améliorations à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en développant et en surveillant des données sectorielles solides, en s'engageant dans la diffusion d'informations essentielles, en renforçant les systèmes nationaux qui éclairent les politiques sectorielles et en augmentant la capacité à améliorer la collecte et l'utilisation des connaissances sectorielles.

Les opinions exprimées par les auteurs dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'USAID (Agence pour le développement international) du Gouvernement des États-Unis.

**Page couverture photo :** WaterAid

**Photo de la page 3 :** Président d'AMCOW et Ministre de l'agriculture, de l'eau et de la réforme agraire, République de Namibie

# MESSAGE DU PRÉSIDENT DE L'AMCOW



Les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène sont essentiels au progrès économique et social en Afrique. Les investissements dans le secteur WASH sont des investissements directs dans la santé publique et le bien-être, contribuant à rendre la population plus heureuse et à améliorer sa santé, ainsi qu'à l'augmentation de la productivité, à la création d'emplois et au développement socio-économique.

La Vision africaine de l'eau à l'horizon 2025 appelle à une utilisation équitable et durable de l'eau pour le développement. En 2015, les chefs d'État et les ministres sectoriels africains ont adopté la Déclaration ministérielle de Ngor sur l'assainissement et l'hygiène appelant à ce que les lignes budgétaires relatives à l'assainissement et à l'hygiène atteignent un minimum de 0,5% du PIB d'ici 2020. Malgré ces engagements, l'augmentation minimale n'a pas été atteinte et l'accès aux services WASH est toujours limité pour des millions de personnes à travers le continent. Plus d'un tiers de la population n'a pas accès à des services d'approvisionnement en eau de base sûrs et pratiques et près des deux tiers ne disposent pas de services d'assainissement sûrs. Les femmes et les filles sont discriminées quant à l'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène inadéquats.

La fourniture de services WASH est limitée par un déficit de financement à tous les niveaux – y compris les engagements d'aide internationale, qui a fortement diminué, passant de 3,8 milliards de dollars américains à 1,7 milliard de dollars américains en 2017 en Afrique subsaharienne. Le total des investissements actuels doit être triplé pour atteindre un montant annuel de 114 milliards de dollars, ce qui nécessite six fois le taux actuel des dépenses du gouvernement national dans le secteur WASH. Les Ministres africains des finances sont particulièrement bien placés pour appuyer les ministres sectoriels dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies durables visant à combler cette lacune. Cette note de plaidoyer pour le financement du secteur WASH a été développée par AMCOW pour aider les ministres du secteur à sensibiliser leurs pairs des ministères des finances et d'autres ministères compétents sur la nécessité urgente de donner la priorité au financement du secteur WASH.

L'AMCOW estime qu'avec un financement adéquat et des investissements avisés, l'accès universel à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène est possible. À travers des investissements à effet catalyseur, nous pouvons faciliter l'accès aux services WASH pour tous nos citoyens dans les dix ans qui restent pour atteindre les objectifs de développement durable.

Je demande donc aux ministres du secteur et des finances et aux principales parties prenantes de veiller à ce que le financement du secteur WASH devienne une priorité absolue pour l'Afrique. Ensemble, nous pouvons accélérer l'allocation de ressources financières au secteur pour aider le continent africain à atteindre l'accès universel à l'eau, à l'assainissement et aux services d'hygiène.

**Hon. Carl Hermann Gustav Schlettwein,**  
**Président de l'AMCOW et Ministre de l'agriculture, de l'eau et de la réforme agraire**  
**République de Namibie**

# Les Ministres des finances contribuent à l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène par leurs citoyens.

Tous les pays africains ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 appelant à un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène d'ici 2030. Mais au rythme actuel, il faudra encore 150 ans avant que le continent n'atteigne cet objectif. Les gouvernements doivent agir maintenant pour accélérer l'amélioration et l'expansion des services WASH, qui sont essentiels à presque tous les aspects du développement économique et social.

Les Ministres des finances, en collaboration avec leurs homologues ministres de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement sont particulièrement bien placés pour aider à stimuler le secteur WASH. Leur soutien peut pousser les gouvernements à allouer des ressources suffisantes au secteur. Cet appui est essentiel pour identifier et saisir les occasions d'accroître le financement et de mettre en œuvre des réformes pour améliorer l'efficacité et la gouvernance du secteur.

**Bien que tous les ministres des finances opèrent dans le contexte spécifique de leur pays, l'expérience a montré qu'il existe des mesures claires qu'ils peuvent prendre pour contribuer à accélérer le développement dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, notamment :**



Collaborer avec les ministres sectoriels pour s'assurer que les plans d'investissement et les stratégies de financement du secteur WASH sont réalistes et bien conçus pour atteindre les objectifs nationaux.



Encourager et soutenir le développement de systèmes d'information et la capacité à suivre les flux financiers et les progrès dans le secteur WASH.



Travailler avec les ministres sectoriels et les organismes de réglementation pour établir des structures tarifaires équitables qui recouvrent les coûts abordables pour les pauvres sans subventionner les services pour les riches.



Prendre conscience des enjeux en évaluant le rendement économique et le coût financier liés à l'augmentation des investissements dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans leur pays. Le ratio avantages-coûts de l'assainissement est de 5,5.



Faciliter le financement opportun et adéquat des autorités locales et des prestataires de services.



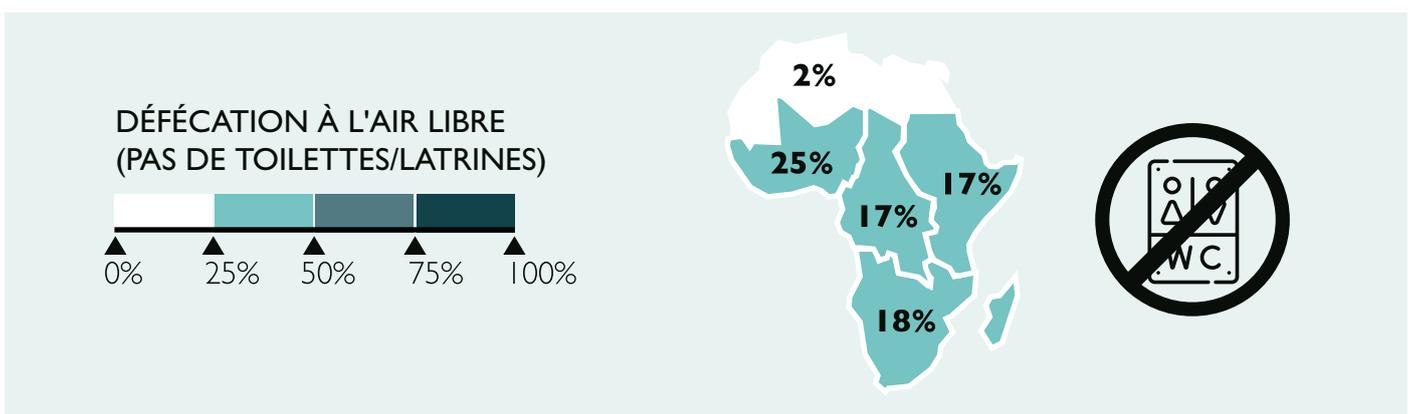
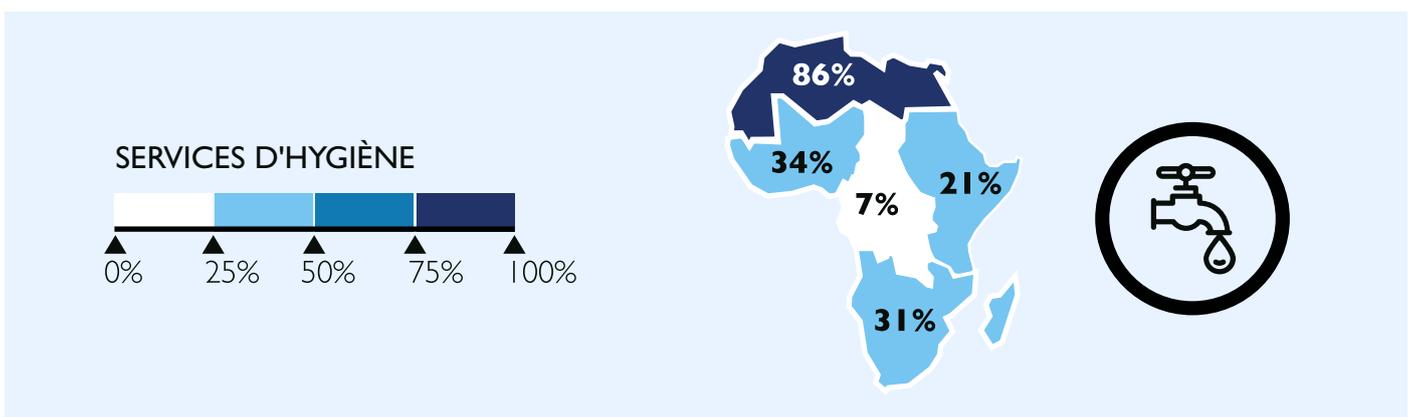
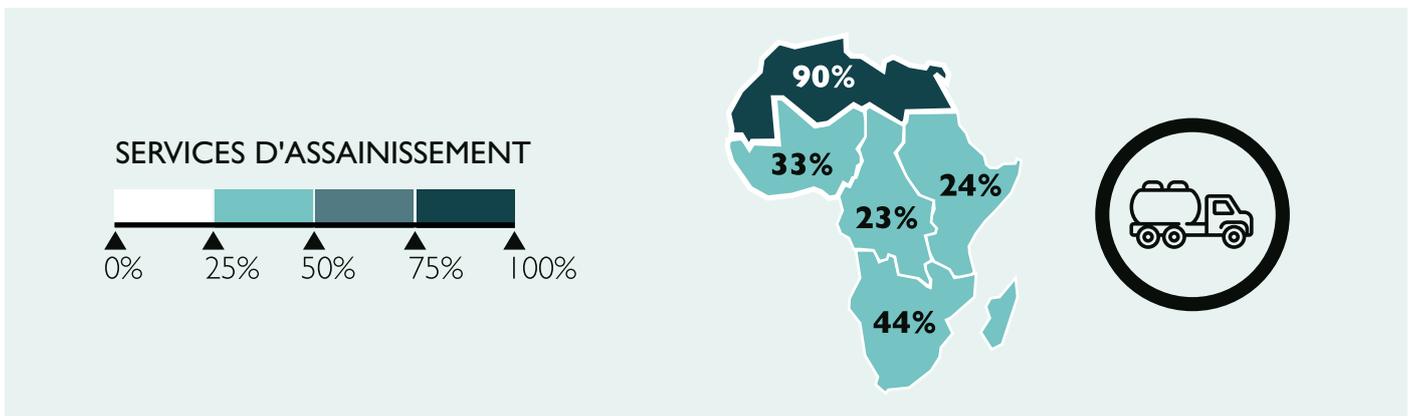
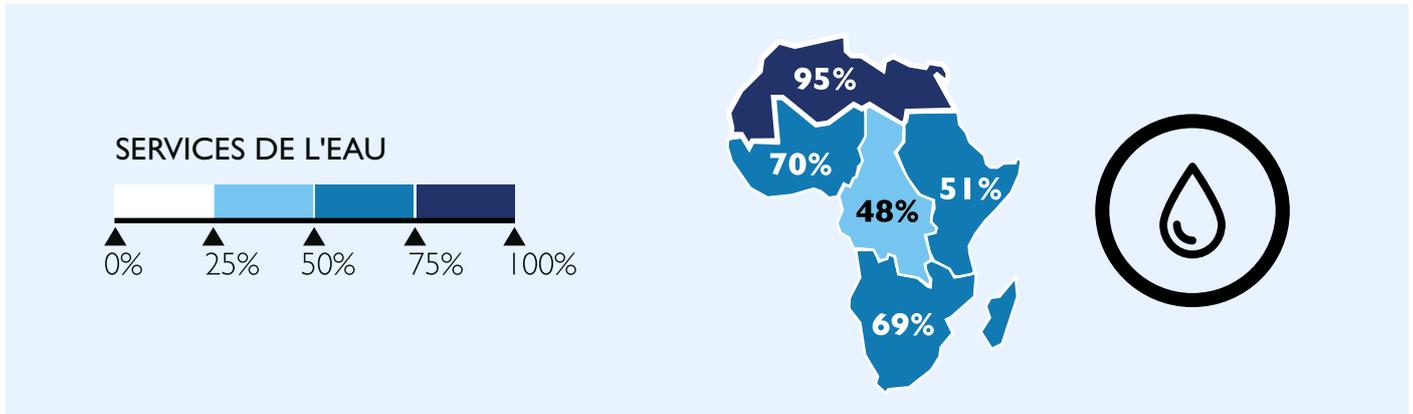
Mettre sur pied des organes de contrôle des dépenses pour prévenir la corruption et les inefficacités.



Promouvoir des politiques financières et réglementaires qui créent des possibilités et réduisent les risques pour les investissements du secteur privé.

## POURCENTAGE DE COUVERTURE DES INSTALLATIONS WASH DANS LES RÉGIONS AFRICAINES

De nombreux facteurs contribuent au succès du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Les cartes ci-dessous montrent les pourcentages de couverture en eau, assainissement et hygiène, ainsi que le pourcentage de personnes qui défèquent encore en plein air, dans chacune des régions de l'Union africaine.



# Investir dans le secteur WASH, c'est investir dans les gens



Photo : avijit adobe stock



## SANTÉ

Les avantages les plus importants de l'amélioration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène sont leur impact sur la santé, y compris le ralentissement de la transmission de maladies comme le choléra. Le lavage des mains au savon et de l'eau est également l'une des mesures les plus importantes pour prévenir les maladies transmissibles, telles que l'infection à COVID-19.

Les services WASH (services d'eau, d'assainissement et d'hygiène) adéquats sont essentiels pour protéger la santé des ménages en Afrique. Ils sont également essentiels à la prestation de soins de santé de qualité. Les hôpitaux et les cliniques qui manquent d'installations WASH de base compromettent les efforts en matière de prévention et de contrôle des infections, de sécurité des patients et de santé infantile et maternelle, en particulier en ce qui concerne l'accouchement. Les données disponibles montrent toutefois qu'environ un cinquième des établissements de soins de santé ne disposent pas de services d'approvisionnement en eau ou d'assainissement et que moins de la moitié d'entre eux disposent d'installations de lavage des mains là où on en a besoin.

**La diarrhée est la deuxième cause de décès et l'une des principales causes de malnutrition chez les enfants en Afrique.**



**686 374 DÉCÈS**

dus aux maladies diarrhéiques en Afrique en 2016.<sup>ii</sup>



**90% DES CAS DE**

**DIARRHÉE** sont dus à une eau, un assainissement et une hygiène inadéquats.



**40% DES DÉCÈS** dus à la diarrhée en 2016 étaient des enfants de moins de cinq ans.



**55% DES ÉTABLISSEMENTS**

**DE SOINS DE SANTÉ** n'avaient pas de services d'hygiène de base en 2019 et 21% n'avaient pas de services d'eau.<sup>iii</sup>

## LE SECTEUR WASH FACE À UNE CRISE : COVID-19

La pandémie de COVID-19 a largement mis en lumière l'importance de l'hygiène dans la lutte contre la propagation de la maladie. Selon l'OMS, « le lavage fréquent et correct des mains est l'une des mesures les plus importantes pour prévenir l'infection ». Pourtant, plus d'un tiers des ménages africains ne disposent pas d'installations pour se laver les mains.

La résolution de l'Assemblée mondiale de la santé de 2019 sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les établissements de soins de santé (HCF) propose un cadre de huit étapes pratiques pour intégrer l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les programmes et les budgets de santé. En République démocratique du Congo, la mise en œuvre de ces mesures a permis d'améliorer les services WASH dans près de 500 établissements de santé d'ici la fin de 2020. Les normes qui ont été établies pour les services WASH étaient opportunes pour répondre à la dixième épidémie d'Ébola en RDC ainsi qu'à la pandémie de COVID-19.<sup>iv</sup>



Photo : Marco Betti/WaterAid



## ÉDUCATION

L'importance des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène pour l'éducation va bien au-delà des journées d'école perdues pour les enfants et les jeunes malades. Veiller à ce que les écoles à tous les niveaux disposent d'installations WASH adéquates et bien entretenues, y compris des latrines et des postes de lavage des mains spécifiques au genre, est essentiel pour créer un environnement propice à l'apprentissage, au développement personnel et social et à la santé. Mais beaucoup trop d'écoles en Afrique n'ont pas de services d'eau ou d'assainissement ou d'installations d'hygiène de base.

La présence des installations WASH dans les écoles est particulièrement importante pour les filles, qui souffrent de manière disproportionnée des conséquences de l'insuffisance des installations. Cela comprend des installations et du matériel approprié pour gérer les règles afin de permettre aux filles de pratiquer une bonne hygiène dans la dignité et dans le respect de leurs vies privées. Donner la priorité aux installations WASH appropriées peut contribuer de manière significative à maintenir les filles à l'école.

En 2019, 34% des écoles en Afrique n'avaient pas de services d'eau.

## SANTÉ ET HYGIÈNE MENSTRUELLES EN OUGANDA

La santé et l'hygiène menstruelles sont essentielles à la dignité des filles et des femmes. Une étude menée en 2012 en Ouganda a révélé qu'une fille sur dix qui a des règles quitte l'école quatre à cinq jours par mois et qu'environ 23% des filles du groupe d'âge des 12 à 18 ans abandonnent l'école lorsque les règles commencent. Au cours des dix dernières années, le Gouvernement ougandais a activement soutenu le Ministère de la santé et, dans son deuxième plan national de développement, s'est engagé à éliminer les obstacles qui empêchent les jeunes filles à fréquenter et à persévérer à l'école. En 2015, le Ministère de l'éducation et des sports (MoES), en collaboration avec d'autres ministères et des ONG partenaires, a élaboré et signé une charte dans laquelle ils se sont engagés à élaborer des politiques et à mener des activités de plaidoyer, de recherche, de promotion des partenariats public-privé, de gestion des connaissances et d'information et d'éducation du public. Il a également fourni des orientations opérationnelles aux écoles et aux administrations locales et s'est employé à en assurer le suivi. Le Ministère de l'éducation et du sport préside actuellement une coalition qui comprend d'autres ministères compétents ainsi que des partenaires de développement et la société civile et a publié une circulaire à l'intention de tous les districts, écoles et institutions. Il continue de mener des programmes de renforcement des capacités des enseignants et enseignantes de haut niveau dans plusieurs districts.



EN AFRIQUE, **23%** DES ÉCOLES n'avaient pas de services d'assainissement.



**46%** DES ÉCOLES en Afrique n'avaient pas d'eau ou d'installations pour l'hygiène de base. ▽



Photo : Ariadne Van Zandbergen/Alamy



## DÉVELOPPEMENT SOCIAL

La réduction des inégalités est le thème principal du programme de développement durable. Les données sur les inégalités d'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène en Afrique montrent de nombreux exemples de groupes ou de communautés qui n'ont pas le niveau de services que bien des gens en considèrent comme acquis. De graves disparités en matière d'accès aux services d'assainissement et d'hygiène existent entre les zones rurales et urbaines et entre les personnes les plus riches et les plus pauvres sur l'ensemble du continent.

Avec le Programme 2030, les États membres des Nations Unies se sont engagés à parvenir à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Outre les difficultés liées à la recherche d'eau, les inégalités liées à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène comprennent le risque de harcèlement ou de violence sexuelle et la violence basée sur le genre lorsque les femmes et les filles parcourent de longues distances pour se procurer de l'eau, utilisent des toilettes partagées ou n'ont pas d'autre solution que la défécation à l'air libre.

Les États Membres se sont également engagés à ne laisser personne de côté et ont appelé à répondre aux besoins de « toutes les personnes, sans distinction de sexe, d'âge, de race ou d'origine ethnique, et des personnes handicapées, des migrants, des peuples autochtones, des enfants et des jeunes, en particulier ceux qui se trouvent dans des situations vulnérables... ».

### DISPARITÉS DANS LA PRESTATION DE SERVICES



**50% DES HABITANTS DES ZONES URBAINES** ont accès à des installations d'assainissement et d'hygiène de base.

VS



**MOINS DE 30% DES HABITANTS DES ZONES RURALES** ont accès à des services d'assainissement et d'hygiène de base.



**55% DU QUINTILE LE PLUS RICHE** ont accès à des services d'assainissement de base.

VS



**SEULEMENT 19% DU QUINTILE LE PLUS PAUVRE** ont accès aux services d'assainissement de base.

### OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE NO 6

En 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté les Objectifs de développement durable (ODD), dont l'ODD 6 est d' « Assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous ». L'eau et l'assainissement font partie des efforts plus larges visant à mettre fin à la pauvreté, à promouvoir le développement durable et à maintenir la paix et la stabilité. Deux des cibles de l'ODD 6 s'adressent directement au secteur WASH :

6.1 - D'ici 2030, assurer un accès universel et équitable à une eau potable salubre et abordable pour tous.

6.2 - D'ici 2030, assurer l'accès à un assainissement et à une hygiène adéquats et équitables pour tous et mettre fin à la défécation à l'air libre, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation de vulnérabilité.



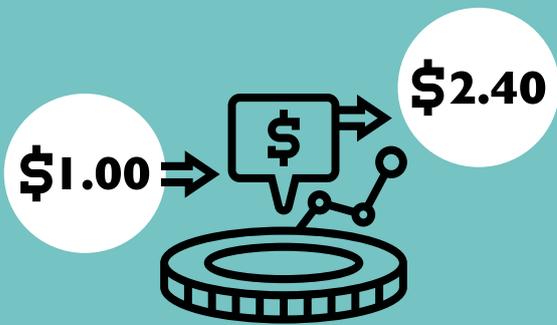
Photo : Julia Eigner/WALLIS



## LE RETOUR SUR INVESTISSEMENT

Sur l'ensemble du continent, le rapport coûts-bénéfice des investissements visant à assurer l'accès universel aux services de base de l'eau a été prudemment estimé à 2,4 et à 5,5 pour l'assainissement universel. <sup>v</sup> Pour l'Afrique centrale, le ratio est supérieur à dix pour l'assainissement, ce qui signifie que chaque dollar investi rapporte dix dollars en avantages économiques.

Des avantages tangibles découlent de l'impact sanitaire de l'amélioration des services WASH et du temps gagné grâce à un meilleur accès à l'eau et aux installations sanitaires. Près de 30 millions de ménages en Afrique subsaharienne utilisent des sources d'eau où il faut dépenser une heure par jour pour y parvenir. Trente millions d'heures par jour pourraient être gagnées grâce à l'accès universel à des services améliorés, réduisant les inégalités entre les sexes et au profit des femmes et les filles qui sont généralement responsables de la collecte de l'eau.



### Ratios bénéfices-coûts pour l'eau et l'assainissement

Sur l'ensemble du continent, le ratio bénéfices-coûts pour l'eau des investissements visant à assurer l'accès universel aux services de base de l'eau a été estimé à 2,4 et à 5,5 respectivement pour l'assainissement universel. <sup>v</sup>

## OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES : L'ÉCONOMIE DE L'ASSAINISSEMENT

La fourniture de biens, de services et d'infrastructures liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène représente un marché avec un potentiel énorme. Cependant, les opportunités dans ce secteur sont toutes aussi énormes que les lacunes dans la fourniture desdits services. L'économie de l'assainissement est un concept introduit pour saisir la multitude d'opportunités commerciales offertes par l'assainissement. <sup>vii</sup> Ces opportunités comprennent entre autre, les produits et services de toilette à la collecte, au traitement et au recyclage des déchets. En Inde, on estime qu'il représente un marché de plus de 60 milliards de dollars par an, et en Afrique, il y a une croissance significative des entreprises fournissant ces services dans les communautés rurales et urbaines. En plus des opportunités commerciales, répondre aux besoins de la population signifie créer des emplois dans le secteur WASH.

Les possibilités offertes par l'assainissement sont un puissant incitatif à l'engagement du secteur privé, mais cela ne peut se produire à une échelle significative que lorsque des politiques et des règlements sont mis en place pour permettre aux entreprises d'évaluer à la fois les risques et les opportunités.



## ENGAGEMENTS

Reconnaissant que les services WASH sont essentiels à la réalisation des aspirations énoncées dans « Agenda 2063 – L'Afrique que nous voulons », les dirigeants des pays africains se sont engagés à investir :

### 2008 - Déclaration eThekwini

32 pays se sont engagés à établir des allocations budgétaires spécifiques du secteur public pour les programmes d'assainissement et d'hygiène

### 2015 - Déclaration de Ngor

Les ministres se sont engagés à consacrer des lignes budgétaires pour l'assainissement et l'hygiène afin d'atteindre un minimum de 0,5% du PIB d'ici 2020

### 2008 - Engagements de Charm el-Cheikh

Les Chefs d'État et de gouvernement de l'UA s'engagent à fournir des ressources financières et à élaborer des plans d'investissement appropriés

### 2015 – Objectifs de développement durable

Tous les pays africains ont adopté des objectifs promettant un accès universel à l'eau et à l'assainissement

## LE DÉFI MAJEUR EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIÈNE : LES ENGAGEMENTS DE NGOR

L'assainissement et l'hygiène méritent une attention particulière de la part des gouvernements africains. Généralement sous-financés et souvent gravement négligés, ils sont néanmoins essentiels pour tirer pleinement parti des avantages sociaux et économiques de l'amélioration des services WASH. La Déclaration de Ngor a été adoptée avec la vision « que l'accès universel à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et durables sera réalisé et que la défécation à l'air libre sera éliminée d'ici 2030. » L'Afrique n'est pas sur la bonne voie pour réaliser cette vision.

Selon l'examen 2019 de l'AMCOW des progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements de Ngor, malgré des progrès louables en matière de leadership et de coordination dans la plupart des pays, seuls neuf d'entre eux ont progressé dans la mise en place de lignes budgétaires pour l'assainissement et l'hygiène, et un seul d'entre eux a signalé un budget qui avait atteint 0,5% du PIB.

En réponse, l'AMCOW a dirigé l'élaboration des lignes directrices de la politique africaine d'assainissement qui visent à renforcer l'environnement favorable à l'assainissement et à aider à créer les conditions nécessaires à la mobilisation des ressources et des investissements.

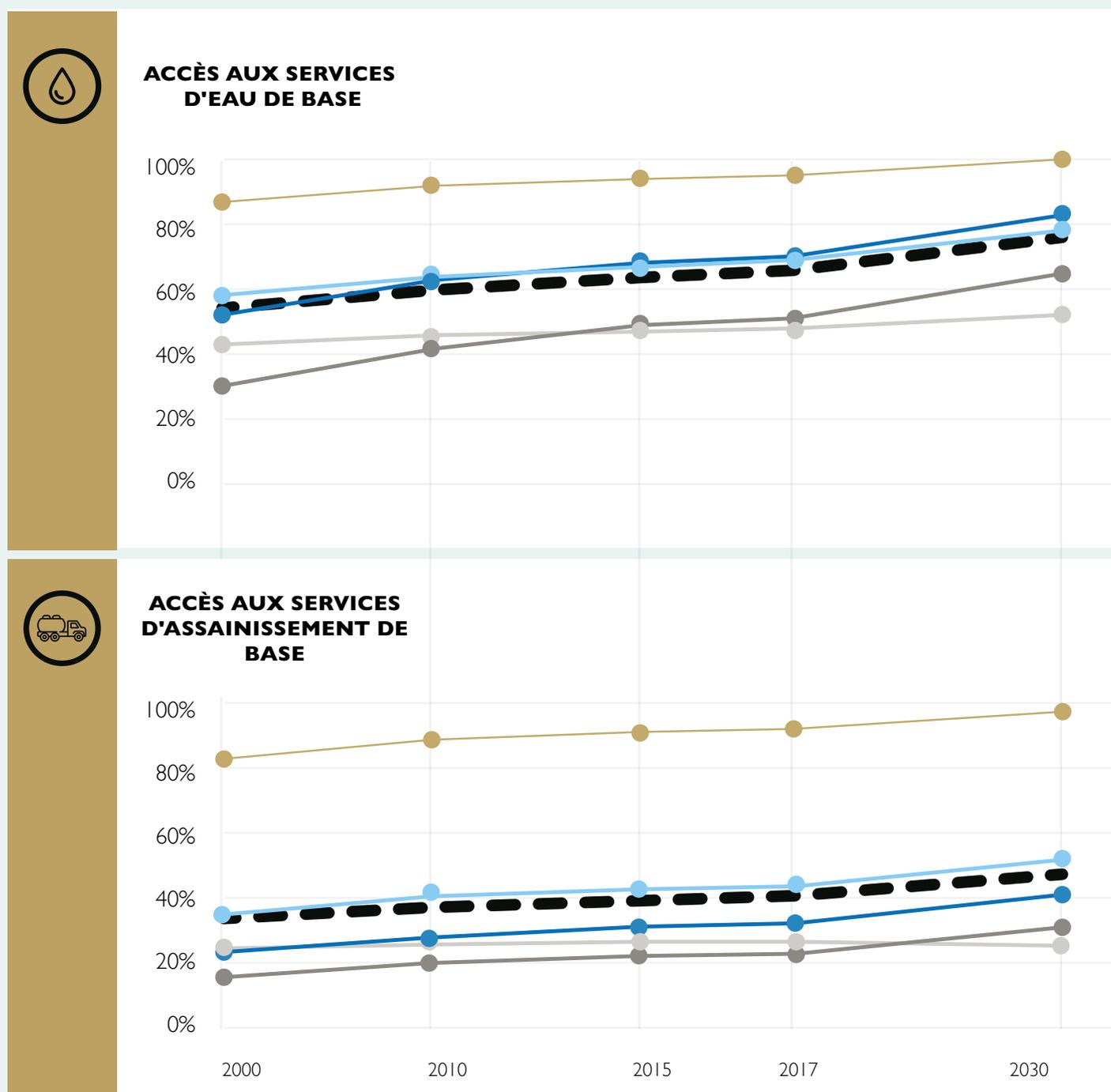
Photo: Galit Seigmann/Alamy



# Avons-nous fait des progrès ?

L'Afrique a connu une augmentation constante de la couverture des services WASH de base au cours des deux dernières décennies, mais le rythme des progrès a été loin d'être suffisant pour atteindre une couverture universelle d'ici 2030.

Sur la base des progrès réalisés entre 2015 et 2017, si les tendances actuelles se maintiennent, seulement 77% de la population africaine aura accès aux services d'eau de base en 2030 et 47% aura accès à des services d'assainissement de base. Plus de 130 millions de personnes n'auront pas accès aux installations sanitaires à moins que le rythme des progrès ne s'accélère considérablement. Pour l'Afrique subsaharienne, aux taux actuels, il faudra entre 30 et 150 ans pour parvenir au moins à un approvisionnement en eau et à un assainissement de base pour tous.



■ All Africa ■ North Africa ■ East Africa ■ West Africa ■ Southern Africa ■ Central Africa

# Que doivent faire les gouvernements africains pour accélérer les progrès ?

Les ministres en charge de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène doivent jouer un rôle de premier plan pour stimuler les progrès dans le secteur. Toutefois, ils ne peuvent pas agir seuls. Ils ont besoin du soutien et de la collaboration d'autres secteurs qui sont touchés par l'insuffisance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Ils doivent être en mesure de plaider de manière crédible en faveur d'une augmentation du financement consacré au secteur WASH auprès de ceux qui proposent et décident des allocations budgétaires nationales, y compris les ministres des finances et les parlementaires.

Il est généralement nécessaire que les ministères du secteur WASH améliorent les processus de planification budgétaire et d'investissement et mettent en place des mécanismes de suivi des budgets alloués à l'eau, l'assainissement et l'hygiène qui tiennent pleinement compte des dépenses en milieux ruraux et urbains. Il s'agit notamment de veiller à ce que les fonctionnaires responsables aux niveaux national et infranational comprennent pleinement les processus budgétaires et y participent pleinement. Sur la base du rapport GLAAS 2019, la plupart des pays ont été lents à mettre en place les systèmes et les ressources nécessaires pour obtenir un financement et mettre en œuvre des plans pour le secteur WASH.

## ÉLABORATION DE PLANS DE FINANCEMENT du secteur WASH des 43 pays répondants :



**En moyenne, 55% des pays ont**

estimé qu'ils disposaient de moins de 50% des ressources humaines nécessaires. Seuls six pays ont déclaré avoir plus de 75% de ce qui est nécessaire pour au moins un composant du secteur WASH.



**10** avaient officiellement approuvé des politiques en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les zones urbaines et rurales.



**17** ont signalé l'existence de plans nationaux de mise en œuvre du secteur WASH approuvés et au moins partiellement mis en œuvre.



**31** avaient convenu de plans de financement du secteur WASH, mais 16 les considéraient comme mises en œuvre de manière insuffisante et plusieurs n'incluaient pas l'hygiène.





Photo : Simon Rawles/Alamy



## FINANCEMENT DU SECTEUR WASH

Selon l'initiative collaborative pour la réforme budgétaire en Afrique « ... les services WASH sont en concurrence avec d'autres priorités de développement... ». Cette situation complexe exige que le secteur WASH redouble d'efforts pour présenter des plans WASH convaincants qui intègrent des objectifs clairs, avec une stratégie détaillée et chiffrée pour atteindre ces objectifs et qui présente le meilleur rapport coût-efficacité. Un plan WASH convaincant définit également avec soin comment il peut contribuer à la réalisation des objectifs nationaux du pays. En élaborant des plans WASH, les consultations avec les ministères des finances et du budget peuvent aider les planificateurs WASH à affiner leurs stratégies de financement et à présenter des budgets convaincants. »<sup>viii</sup>

## CHANGEMENT CLIMATIQUE ET WASH



Le changement climatique se fait déjà ressentir. Les principaux effets des changements climatiques devraient être généralement ressentis au cours des prochaines décennies sur la durée de vie utile des investissements actuels dans les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Des sécheresses et des inondations plus fréquentes et plus graves ont déjà été observées dans de nombreuses régions d'Afrique. Les conséquences en sont notamment la perturbation des services d'approvisionnement en eau (à la fois en quantité et en qualité), le débordement des égouts et des latrines entraînant la propagation de la contamination dans tout l'environnement, et la destruction physique des infrastructures essentielles d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Il est urgent que les plans d'investissement WASH intègrent des mesures visant à atténuer les risques liés au changement climatique et que les systèmes soient conçus pour être résilients face à de telles menaces. Trente-trois des 50 pays les plus vulnérables au changement climatique se trouvent en Afrique, mais la plupart reçoivent moins de 1 \$ américain par personne des financements alloués à l'adaptation des services WASH aux changements climatiques.<sup>ix</sup>

# Quel sera le coût de la réalisation des objectifs ?

En 2015, le coût d'investissement annuel pour atteindre une couverture universelle avec des services d'eau et d'assainissement de base et pour éliminer la défécation à l'air libre ouvert en Afrique d'ici 2030 était estimé à 12,4 milliards de dollars, dont plus des deux tiers étaient destinés à l'assainissement. Cela correspondait à 0,64% du produit régional brut (PRB) pour l'Afrique subsaharienne et à 0,1% du PRB pour l'Afrique du Nord.<sup>x</sup>

Les coûts en capital ne sont toutefois qu'une partie de l'équation. Des fonds importants sont nécessaires pour assurer le fonctionnement et l'entretien des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Puisque les investissements en capital entraînent la création d'infrastructures supplémentaires pour desservir plus de personnes et fournir des niveaux de service plus élevés, les coûts récurrents de fonctionnement et d'entretien (F et E) augmenteront nécessairement. La même étude de 2015 a estimé que les dépenses de F et E pour les nouvelles personnes à desservir seraient 1,4 fois supérieures aux dépenses en capital pour atteindre la couverture universelle d'ici 2030. Il est essentiel que les estimations des coûts tiennent compte à la fois des investissements en capital et des dépenses de F et E pendant la durée de vie de l'infrastructure. Des dépenses de F et E insuffisantes peuvent entraîner l'effondrement des infrastructures vitales, avec de graves conséquences pour le bien-être social et économique.

## COMBIEN DÉPENSENT LES PAYS ?

Vingt-deux pays africains dans le rapport GLAAS 2019 ont fourni des données au moins partielles sur les dépenses consacrées au WASH. Tous ont fourni les dépenses gouvernementales consacrées au WASH, mais il y avait de nombreuses lacunes dans les données au sujet des sources de financement des ménages, externes et remboursables.

Peu de pays disposent de données ventilées sur les dépenses consacrées à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Toutefois, la part du lion des dépenses est consacrée à l'approvisionnement en eau. Les deux tiers des dépenses totales consacrées au secteur WASH par les pays africains dans le rapport GLAAS 2019 concernaient l'eau. Et ce, malgré le coût plus élevé de la réalisation des objectifs en matière d'assainissement et d'un rapport coût-avantage économique pour les investissements dans l'assainissement plus de deux fois supérieur à celui des investissements dans l'approvisionnement en eau.

Les dépenses publiques pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène varient considérablement. En pourcentage du PIB, il variait de 0,002% à 1,82% dans les données GLAAS 2019, avec une moyenne de 0,4%. **En 2016, il a été estimé que pour atteindre l'ODD 6, il faudrait des contributions en moyenne de 5% du PRG de l'Afrique subsaharienne.**



## COMPTES WASH ET TRACKFIN

Le secteur WASH est fragmenté, avec des organisations gouvernementales, non gouvernementales et du secteur privé impliquées, et avec des activités aux niveaux national, infranational et communautaire. LES COMPTES WASH surveillent les sources de financement et et à la façon dont l'argent est dépensé. TrackFin, la méthodologie de suivi des flux financiers vers l'ensemble du secteur WASH, soutient la collecte et la cartographie des données financières WASH pour permettre la comparaison des dépenses au sein et entre les pays. Ces informations sont utilisées pour formuler des plans, suivre les réalisations et éclairer les décisions politiques pour les objectifs nationaux WASH. Treize pays d'Afrique ont lancé TrackFin avec l'appui de l'équipe GLAAS/TrackFin de l'OMS.

Le Mali utilise TrackFin pour intégrer le suivi financier dans le suivi du secteur WASH. En 2017, le Ministre de l'énergie et de l'eau a utilisé les résultats des comptes WASH pour démontrer que les dépenses d'investissement en eau potable ne représentaient que 53,5% de ce qui était prévu et a convaincu le Ministère des finances et les partenaires d'augmenter le financement du secteur WASH.<sup>xi</sup>

# D'où proviendront les fonds ?

Pour parvenir à un accès universel et équitable à l'eau, à l'assainissement et aux services d'hygiène, il faut répondre aux besoins des personnes riches et pauvres vivant dans des environnements ruraux, urbains et périurbains. Les fonds nécessaires pour les dépenses en capital et les dépenses de fonctionnement ne sont pas les mêmes dans toutes les situations, mais en fin de compte, il n'y a que trois sources de financement : les tarifs d'utilisation et les frais pour les services WASH, y compris l'investissement des ménages dans l'auto-alimentation (tarifs) ; la répartition des recettes fiscales (impôts) ; et le fond d'aide (transferts).<sup>xii</sup>

Déterminer qui paie l'essentiel de l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de financement du secteur. Sur les 43 pays figurant dans le rapport GLAAS 2019, sept avaient convenu de plans de financement qui sont systématiquement utilisés pour tous les sous-secteurs WASH. La plupart des pays avaient au moins partiellement mis en œuvre des plans de financement, mais sept n'avaient pas de plans pour l'eau potable en milieu urbain et 12 n'en avaient pas pour l'hygiène.

Les plans de financement du secteur WASH sont essentiels pour mobiliser les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs nationaux. Une collaboration étroite entre le secteur et les ministères des finances est essentielle pour s'assurer qu'ils sont réalistes et solides.

## **EAU ET ASSAINISSEMENT - DES PISTES POUR AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES INVESTISSEMENTS PUBLICS**

### **UN MANUEL POUR LES MINISTRES DES FINANCES**

Publié en 2020 par Sanitation and Water for All (SWA), le « Manuel pour les Ministres des Finances » est un appel à l'action lancé aux ministres des finances. Il contient des études de cas et offre au secteur des perspectives engageantes sur lesquelles les ministres peuvent s'appuyer pour augmenter le niveau et l'efficacité du financement du secteur WASH en collaboration avec leurs homologues responsables de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Il met l'accent sur quatre domaines d'intervention critiques :

- Maximiser la valeur du financement public existant.
- Mobiliser des fonds supplémentaires.
- Accroître le financement national remboursable.
- Encourager l'innovation et les nouvelles approches les moins explorées.





Photo : R.E. Martin

## RÉFÉRENCE :

- i** OMS et UNICEF. 2019. Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Estimations de l'utilisation de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène par pays (2000-2017). [www.washdata.org](http://www.washdata.org). Téléchargé le 15/03/2021.
- ii** Estimations de la santé mondiale 2016 : Décès par cause, âge, sexe, par pays et par région, 2000-2016. Genève, Organisation mondiale de la santé ; 2018. [https://www.who.int/healthinfo/global\\_burden\\_disease/estimates/en/](https://www.who.int/healthinfo/global_burden_disease/estimates/en/). Téléchargé le 18/03/2021.
- iii** JMP 2020 : OMS et UNICEF. 2020. Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Estimations sur l'eau, l'assainissement, l'hygiène, la gestion des déchets et l'assainissement de l'environnement dans les établissements de soins de santé par pays (2000-2019). [www.washdata.org](http://www.washdata.org). Téléchargé le 17/03/2021.
- iv** Global progress report on water, sanitation, and hygiene in health care facilities: fundamentals first. Genève : Organisation mondiale de la santé ; 2020. Licence : CC BY-NC-SA 3.0 IGO.
- v** OMS et UNICEF. 2020. Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Estimations de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les écoles par pays (2000-2019). [www.washdata.org](http://www.washdata.org). Téléchargé le 17/03/2021.
- vi** Hutton, G. 2012. "Global Costs and Benefits of Drinking-Water Supply and Sanitation Interventions to Reach the MDG Target and Universal Coverage." Rapport no WHO/HSE/WSH/12.01. Genève : Organisation mondiale de la santé.
- vii** AMCOW. 2019. "Financing Sanitation and Hygiene in Africa. A Synthesis Paper on Proceedings from the Fifth Africa Conference on Sanitation and Hygiene." Transforming Sanitation in Africa Series, No. 4—AMCOW, Abuja, Nigeria.
- viii** CABRI. 2018. "Policy Brief. Financing the WASH Sector." [www.cabri-sbo.org/en/publications/financing-the-wash-sector](http://www.cabri-sbo.org/en/publications/financing-the-wash-sector)
- ix** WaterAid. 2020. « Short-changed on climate change : Money, water and the people on the front line ». Disponible sur : [www.washmatters.wateraid.org/publications/short-changed-on-climate-change](http://www.washmatters.wateraid.org/publications/short-changed-on-climate-change).
- x** Hutton G & Varughese M. 2016. "The costs of meeting the 2030 Sustainable Development Goal targets on drinking water, sanitation, and hygiene." Washington DC : Banque mondiale.
- xi** OMS 2021. « Reflecting on TrackFin 2012–2020 : Key results, lessons learned, and the way forward. » Draft document, March 2021.
- xii** Groupe de la Banque mondiale et UNICEF. 2017. « Assainissement et eau pour tous : actions prioritaires pour le financement du secteur Un document de travail » Banque mondiale, Washington, DC.

## AMCOW :

Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau (AMCOW)  
11 T. Y. Danjuma St,  
Asokoro, Abuja  
Nigeria

+234 90 96 07 41 66  
[info@amcow-online.org](mailto:info@amcow-online.org)  
[www.amcow-online.org](http://www.amcow-online.org)

Twitter : @amcowafrica  
Facebook : @amcowafrica  
YouTube : AMCOW Africa  
LinkedIn : AMCOW Africa